

DDTM 62 Service de l'environnement (SD 62)
100 avenue Winston Churchill CS 10007

62022 ARRAS CEDEX

A ARRAS Cedex, le 30 juin 2025

N/Réf. : 2025-003379

Dossier suivi par : Herve REGNIEZ, Paul-Émilien TOUCRY
Mél. herve.regniez@ofb.gouv.fr

Objet : PETR Ternois-7 vallées SCOT

Madame, Monsieur,

Le projet de Schéma de Cohérence Territoriale du Ternois – 7 Vallées et notamment sa partie « évaluation environnementale » apparaît complet et réponds aux attentes sur la thématique.

Le Ternois et les 7 vallées sont des territoires ruraux où les enjeux environnementaux sont particulièrement importants et suivis par nos services. Il s'agit de territoires relativement préservés de par leurs fonds de vallées, leurs fleuves et rivières, la présence de sites remarquables ou encore les ZNIEFF, ceux-ci peuvent être néanmoins fragiles et vulnérables compte tenu du dérèglement climatique, des orientations agricoles et de l'urbanisation.

Nous rappelons et portons à votre connaissance quelques grands principes environnementaux qui doivent être pris en considération au travers de votre SCOT :

Plan européen de restauration de la nature :

La loi européenne sur la restauration de la nature est un règlement de l'Union européenne visant à mettre en place des mesures permettant de restaurer, d'ici à 2030, au moins 20 % des zones terrestres et des zones marines de l'UE et, d'ici à 2050, l'ensemble des écosystèmes terrestres, urbains, marins ou d'eau douce ayant besoin d'être restaurés. Le texte est paru au Journal officiel de l'Union européenne (UE) le 29 juillet 2024 et entré en vigueur le 18 août 2024.

La séquence « Eviter-réduire-compenser » issue de la loi biodiversité de 2016 :

Les impacts d'un projet, d'un plan ou d'un programme sur l'environnement peuvent se traduire par une dégradation de la qualité environnementale. La séquence « éviter, réduire, compenser » (ERC) a pour objectif d'éviter les atteintes à l'environnement, de réduire celles qui n'ont pu être suffisamment évitées et, si possible, de compenser les effets notables qui n'ont pu être ni évités, ni suffisamment réduits.

La directive cadre européenne sur l'eau de 2000 :

La directive cadre sur l'eau (DCE) fixe des objectifs et des méthodes pour atteindre le bon état des eaux. L'évaluation de l'état des masses d'eau prend en compte des paramètres différents (biologiques, chimiques ou quantitatifs) suivant qu'il s'agisse d'eaux de surface (douces, saumâtres ou salées) ou d'eaux souterraines. Contrairement à ce qui est indiqué en page 81 de l'évaluation environnementale, tous les cours d'eau ne sont pas en bon état écologique, pour exemple l'Authie et la Ternoise ont été déclassées dernièrement sur les paramètres nitrate et nitrite.

Eléments structurants du paysage :

Les cœurs de nature (forêt, boisement, ensembles humides,) ne sont pas identifiés en tant que tels dans le document. Ces éléments permettraient de tracer les grands corridors écologiques déclinés au niveau des trames bleues/verte/noires.

Les haies (nombreux services écosystémiques) et le bocage pourraient être identifiés dans les documents d'urbanisme.

Les espèces et les habitats d'espèces protégées :

Les espèces et les habitats d'espèces protégées dépassent largement le réseau Natura 2000. Ils sont à considérer sur l'ensemble des territoires.

L'hydro électricité :

La grande majorité des cours d'eau des territoires sont classés en liste 1 et 2 de l'article L.214-17 du code de l'environnement. Tous les ouvrages concernés sont tenus d'assurer la continuité écologique (libre circulation des poissons et des sédiments) et sur lesquels aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique. Sur les cours d'eau du secteur d'étude l'hydroélectricité engendrent des impacts significatifs sur les milieux qui ne sont pas justifiés par les faibles productions électriques « vertes » qu'elle permet. Les débits et les pentes sont globalement trop faibles et la très grande majorité des installations ont une puissance inférieure à 100KW, pour autant l'effet retenue engendré par une installation impacte de façon très significative au moins 2 à 5% du linéaire total du cours d'eau.

On notera parmi ces impacts : la perte des habitats et des zones de reproduction, le réchauffement en période estivale, les impacts sur le franchissement par les poissons migrateurs, les désordres sédimentaires.

Privilégier les solutions fondées sur la nature :

Les solutions fondées sur la nature permettent de contribuer à la lutte contre les changements climatiques tout en apportant des bénéfices pour la préservation de la biodiversité. Ce sont des actions positives et « sans regret » car elles apportent des avantages combinés sur les plans environnementaux, économiques et

sociaux.

Occupation des sols :

Un historique de l'évolution de l'occupation des sols concernant les surfaces agricoles (assolement, bocage,) et l'urbanisation pourrait être proposé.

Enfin une inversion des atouts/faiblesses en page 87 : « 3.2.6 Des risques naturels croissants, et des risques technologiques et nuisances relativement faibles » est fortement probable.

Le chef de service départemental



Paul-Émilien TOUCRY